

Réponse de La Poste Groupe aux consultations publiques ARCEP – frais de transfert de données (multi-cloud) et changement de fournisseur cloud

Propos liminaires

Le Groupe La Poste remercie l'Arcep pour l'organisation de ces consultations publiques relatives à l'encadrement des frais de transfert de données dans un contexte de recours simultané à plusieurs fournisseurs de services cloud ainsi qu'aux frais de changement de fournisseur autres que les frais de transfert de données.

Ces consultations s'inscrivent dans la mise en œuvre du **règlement européen sur les données (Data Act)** et de la **loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (SREN)**, qui poursuivent l'objectif de lever les obstacles techniques et économiques susceptibles de limiter le changement de fournisseur cloud et le développement d'architectures multi-cloud ouvertes et interopérables.

Dans un contexte marqué par une forte concentration du marché du cloud et par l'existence de coûts de sortie susceptibles de limiter la contestabilité du marché, ces initiatives constituent un levier important pour améliorer le fonctionnement concurrentiel du secteur et renforcer la capacité des entreprises à diversifier leurs fournisseurs.

Le Groupe La Poste est concerné par ces enjeux **à un double titre** :

- en tant que **grand utilisateur de services cloud** pour ses propres besoins opérationnels ;
- en tant qu'**acteur du numérique de confiance**, notamment à travers sa filiale Docaposte et sa participation à l'initiative NumSpot, qui vise à proposer des solutions cloud à destination des entreprises réglementées et des grandes organisations.

À ce titre, le Groupe La Poste soutient l'objectif poursuivi par l'Arcep visant à :

- **réduire les coûts de sortie susceptibles de créer des situations de verrouillage technologique ou économique ;**
- **favoriser le développement d'architectures multi-cloud et hybrides ;**
- **renforcer la contestabilité et la diversité de l'offre sur le marché du cloud.**

Ces orientations apparaissent cohérentes avec l'objectif poursuivi par le Data Act de **réduire les situations de dépendance économique vis-à-vis d'un fournisseur unique.**

Proposition de position du Groupe La Poste sur l'encadrement des frais de transfert de données dans un contexte multi-cloud

Le développement d'architectures multi-cloud constitue un levier majeur pour :

- renforcer la **résilience et la continuité d'activité** des systèmes d'information;
- réduire les risques de **dépendance excessive vis-à-vis d'un fournisseur unique**;
- favoriser **l'innovation par la combinaison de services complémentaires** proposés par différents fournisseurs.

Dans ce contexte, le Groupe La Poste soutient l'approche retenue par l'Arcep consistant à **limiter les frais de transfert de données en situation multi-cloud aux coûts directement imputables à ces transferts**, sur la base d'une analyse fondée sur les **coûts incrémentaux**.

À cet égard, le Groupe considère qu'un environnement dans lequel les frais de transfert reflètent strictement les coûts incrémentaux directement imputables est de nature à soutenir l'innovation, à faciliter l'entrée de nouveaux acteurs et à renforcer la diversité des offres disponibles pour les entreprises utilisatrices.

Le Groupe soutient ainsi l'approche de l'Arcep consistant à limiter les frais de transfert aux coûts incrémentaux directs. Il conviendra toutefois de veiller à ce que la prise en compte de ces coûts reste strictement limitée à leur composante effectivement incrémentale.

Une attention particulière paraît notamment devoir être portée aux postes de coûts liés à la « mise à niveau des équipements » (e.g., ports optiques, routeurs), afin d'éviter qu'ils ne constituent, en pratique, une variable d'ajustement permettant de réintroduire indirectement des coûts fixes ou mutualisés dans l'assiette tarifaire. À cet égard, une vigilance accrue semble nécessaire quant aux risques de report ou de requalification tarifaire.

Proposition de position du Groupe La Poste sur les frais de changement de fournisseur autres que les frais de transfert de données

Le Groupe La Poste partage l'analyse de l'Arcep selon laquelle il convient de distinguer deux catégories de prestations :

1. **les prestations directement liées au processus de changement de fournisseur**, qui relèvent des obligations prévues par le règlement sur les données ;
2. **les prestations supplémentaires d'accompagnement à la migration**, qui vont au-delà de ces obligations.

Le Groupe La Poste soutient le principe selon lequel **seules les prestations directement liées au processus de changement de fournisseur peuvent être prises en compte dans la détermination des frais de changement de fournisseur**, et que ces frais doivent être limités aux coûts réellement supportés par le fournisseur.

Le Groupe La Poste considère que les lignes directrices proposées par l'Arcep constituent une base utile pour clarifier les prestations pouvant être considérées comme directement liées au processus de changement de fournisseur. Il apparaît toutefois important de veiller à ce que la qualification de certaines prestations comme « services supplémentaires d'accompagnement à la migration » ne conduise pas à réintroduire indirectement des coûts de sortie.

Conclusion

Le Groupe La Poste soutient les orientations proposées par l'Arcep visant à clarifier les coûts pouvant être pris en compte dans la détermination des frais de transfert de données et de changement de fournisseur. L'efficacité du cadre réglementaire dépendra de la capacité à éviter que ces pratiques ne conduisent à la reconstitution indirecte de coûts de sortie élevés. En effet, la réduction effective des coûts de sortie constitue une condition nécessaire à la contestabilité du marché du cloud.

Le Groupe La Poste se tient à la disposition de l'Arcep pour contribuer aux travaux futurs relatifs à la portabilité, à l'interopérabilité et, plus largement, au bon fonctionnement concurrentiel des marchés du cloud.